

[iPhone 4: Apple contre Gizmodo, la police californienne enquête](#)

Suite à la [perquisition effectuée le 23 avril](#) par la police californienne chez le rédacteur de *Gizmodo*, **Jason Chen**, l'enquête de la police du Comté de San Mateo progresse. La personne qui a récupéré l'iPhone 4 dans un bar le 18 mars après qu'un ingénieur d'Apple, **Gray Powell**, l'ait oublié là-bas, a été entendue par les agents de sécurité, a indiqué le [San José Business Journal](#) dans son édition du mardi 27 avril.

Evidemment, le **nom de la personne interrogée n'a**

pas été

dévoilé. De même, impossible de savoir jusqu'ici si cette personne est bien la même que celle qui a vendu le smartphone au rédacteur Jason Chen. Quoiqu'il en soit, cette personne aurait bien essayé de rendre l'iPhone à l'entreprise de Cupertino, qui ne lui avait alors pas prêté attention mais a tout de même désactivé le téléphone.

Gizmodo a payé 5000 dollars pour un iPhone « volé »

Si la police du Comté de San Mateo a confirmé que c'est bien la firme à la pomme qui a demandé la semaine dernière l'ouverture de cette enquête, personne n'est encore inculpé. Lorsque *Gizmodo* a acheté le supposé **iPhone 4** pour 5000 dollars, il était **désactivé**, peut-on lire sur son blog dans un article daté du 19 avril.

Certes, mais c'est en connaissance de cause, après l'avoir ouvert, désossé et après avoir constaté qu'il s'agissait bien d'un appareil d'Apple, que [le blog a publié les photos](#) et [la vidéo du terminal](#) avant de le retourner à Apple qui le réclamait.

Le fait est que c'est bien 5000 dollars qu'a dépensé le blog américain pour récupérer le supposé iPhone non identifié. Or, selon les informations publiées par [20minutes.fr](#), « le code pénal californien dit ceci: « **La connaissance** » du vol « **n'a pas à être nécessairement directe.** Elle peut être circonstancielle et déductive. » » Difficile de ne pas mettre la bonne foi de *Gizmodo* en cause...

En attendant, le **matériel saisi** chez le rédacteur de *Gizmodo* le 23 avril, en son absence, n'a **pas encore été inspecté** et ne le sera pas tant que l'enquête n'a pas déterminé s'il était sous la loi de protection des journalistes ou non. Le matériel saisi à son domicile concerne plusieurs ordinateurs, des serveurs, des disques durs externes, des téléphones et des clés USB.